



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Soutien aux agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2746

Texte de la question

SOUTIEN AUX AGRICULTEURS

M. le président. La parole est à M. Loïc Prud'homme.

M. Loïc Prud'homme. Monsieur le Premier ministre, j'étais hier au Salon de l'agriculture, alors que résonnaient encore dans les allées les renoncements du Président de la République. De son propre aveu, il ne consacrerait pas un centime de plus aux agriculteurs déjà retraités. Pire encore, la retraite agricole à 1 000 euros que vous avez promise pour 2022 demanderait aux chefs d'exploitation d'avoir cotisé chaque mois l'équivalent de 50 heures au SMIC pendant 516 mois, sans interruption. Autant dire qu'il s'agit d'une chimère, d'un enfumage de plus. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – Mme Laurence Dumont applaudit également.)* Voilà pour le présent ; l'avenir n'est pas plus rassurant.

Le président Macron mise sur les discussions concernant le budget européen de la PAC pour faire mine de s'intéresser à l'avenir et aux revenus de la profession. La PAC n'est pas qu'un tiroir-caisse, c'est avant tout une politique, mais quelle politique ? C'est la question que se posent les agriculteurs. Relocaliser les productions, produire sainement, garantir des prix planchers et un revenu paysan, sortir des pesticides, créer de l'emploi ? Il est urgent d'opérer une refonte de notre modèle agricole pour qu'il réponde aux urgences climatiques et environnementales *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI)*, pour qu'il permette à nos producteurs de vivre décemment, pour les affranchir de leur dépendance aux firmes agrochimiques.

Vos numéros de communication, comme celui que vous avez orchestré autour d'un agribashing fantasmé,...

M. Vincent Descoeur. Pas tout à fait !

M. Loïc Prud'homme. ...ne suffiront pas à faire croire à votre volonté de protéger l'agriculture française et ses paysans, alors que se signent à tour de bras des accords de libre-échange tels que le funeste Accord économique et commercial global, le CETA, avec le Canada. La question que nous devons nous poser collectivement est la suivante : quel contrat social la nation veut-elle signer avec ses agriculteurs ? Dans cette perspective, il n'est pas concevable que le plan stratégique national de la PAC, dont dépend l'avenir de notre agriculture, soit uniquement discuté dans les couloirs du ministère. Monsieur le Premier ministre, je vous le demande solennellement : quand allez-vous ouvrir le débat parlementaire indispensable au sujet de ce plan ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement.

M. Marc Fesneau, ministre chargé des relations avec le Parlement. Votre question vient compléter les précédentes, si je puis dire. Tout d'abord, comme M. Minot l'a souligné à juste titre, un certain nombre

d'agriculteurs sont victimes d'un agribashing qui n'a rien de « fantasmé ».

M. Vincent Descoeur. En effet ! Il est réel !

M. Marc Fesneau, ministre. Allez sur des exploitations agricoles, discutez avec des agriculteurs, parfois menacés à la limite de leur champ pour des motifs injustes, et vous verrez si ce ne sont pas des choses qui existent ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Frédéric Reiss. Vous avez raison ! Et certains d'entre nous les entretiennent !

M. Marc Fesneau, ministre. Je propose donc que nous évitions d'y tomber. Ensuite, vous réclamez des instances démocratiques pour parler du budget de la PAC. Je vous rappelle qu'il sera débattu au Parlement européen, où vous avez d'ailleurs des députés. Nous pourrions en discuter ici aussi. Respectons les institutions démocratiques où vous-même avez souhaité être élu !

Enfin, vous posez la question des outils de la PAC et de ce à quoi elle doit servir. Au fond, le Gouvernement est d'accord avec vous : la PAC doit d'abord garantir un revenu aux agriculteurs, leur permettre d'améliorer leur compétitivité et leur productivité.

M. Vincent Descoeur. Et de compenser les handicaps naturels !

M. Marc Fesneau, ministre. Il ne faut pas non plus oublier que les pères fondateurs de l'Europe ont conçu la PAC afin de nourrir celle-ci. Nous ne devons jamais nous écarter de sa dimension quantitative. Ce serait une erreur de dire que nous n'avons pas de vrais enjeux en la matière, y compris ceux liés au changement climatique et aux aléas qui en résulteront. En second lieu, la PAC doit servir à la transition. Encore une fois, vous avez raison : il faut mener à bien des transitions écologiques.

M. Loïc Prud'homme. Vous n'avez pas de plan stratégique pour la France !

M. Marc Fesneau, ministre. Arrêtez de me parler d'un plan stratégique ; je vous parle de la PAC, qui d'ailleurs en est un ! (*Protestations sur les bancs du groupe FI.*) Si nous défendons son budget avec autant de vigueur, c'est parce que, sans cela, il n'y aura pas de politique agricole, et ce sont les agriculteurs français qui en souffriront le plus. En proposant de la nationaliser, vous commettriez une grave erreur. Cela ne nous empêche pas d'en débattre dans cet hémicycle ; mais nous avons besoin de faire évoluer un certain nombre d'outils, et la PAC servira à cela. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Loïc Prud'homme](#)

Circonscription : Gironde (3^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2746

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 février 2020](#)